

**COMMUNE DE
BAILLET EN FRANCE**

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		REFERENCE DU DOSSIER
déposée le	16/07/2025	complétée le 07/11/2025
date affichage de l'avis de dépôt en mairie le 17/07/2025		PC 095 042 25 B0002
par	COMMUNE DE BAILLET EN FRANCE	
représentée par	Mme Christiane AKNOUCHE	
demeurant à	1 rue Jean Nicolas - 95560 BAILLET EN FRANCE	Surface du terrain : 4 978.00 m ²
pour	Changement de destination des logements en restaurant scolaire avec la pose de panneaux solaires en toiture et	Surface de plancher démolie autorisée par changement de destination : 288.00 m ²
	rénovation de l'école.	Taxe d'aménagement : 3.00 %
sur un terrain sis	28 avenue George Sand - 95560 BAILLET EN FRANCE	Destination : Equipement Public

Le maire de Baillet en France,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.421-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

Vu l'autorisation de travaux n°095 042 25 B0003 délivrée le 09 janvier 2026 pour l'aménagement d'un restaurant scolaire et la rénovation de l'école,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 07/02/2020 et modifié,

Vu la délibération n°31/2012 de la commune en date du 29/06/2012 instituant la Participation pour L'Assainissement Collectif (PFAC) prévue à l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique,

Vu les plans et documents annexés à la demande susvisée,

ARRÊTÉ

Article 1 : L'autorisation sollicitée **EST ACCORDEE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2 : L'attention du pétitionnaire est attirée sur les observations formulées dans les avis des concessionnaires joints à la présente demande de permis de construire et devra en tenir compte pour la réalisation des travaux.

Fait à Baillet en France, le 12 Janvier 2026,



Christiane AKNOUCHE

Maire

- Affiché le
- Transmis en Sous-Préfecture

NB : Ci-joints à titre d'information les avis des services consultés.

NB : Le pétitionnaire respectera les prescriptions émises par le SIAH, dans son avis susvisé et avisera le syndicat de la fin des travaux. Une demande de branchement particulier devra être obtenue préalablement à tous travaux de raccordement pour les eaux usées générées par l'école.

NB : Toutes précautions devront être prises afin que les eaux pluviales ne se déversent pas sur les propriétés voisines.

NB : La puissance de raccordement retenue dans le cadre de l'instruction de ce projet se limite à 36 KVa triphasé.

NB : La taxe d'aménagement (parts communale et départementale) ainsi que la redevance d'archéologie préventive seront calculées sur le projet. **Achèvement des travaux** : pour rappel, sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée depuis le 1^{er} septembre 2022, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI) sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv via le service « gérer mes biens »

Cela n'exempte pas de déposer la déclaration attestant de l'achèvement et de la conformité des travaux (DAACT) en mairie au titre de code de l'urbanisme.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATION A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE** : La décision est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.
- **AFFICHAGE** : Dès la date à partir de laquelle les travaux peuvent être exécutés, la mention de la notification des prescriptions doit être affichée sur le terrain par les soins du déclarant, de manière visible de l'extérieur, pendant au moins deux mois et pendant toute la durée du chantier, si celle-ci est supérieure à deux mois. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Conformément à l'article L600-12-2, le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre de cette décision est D'UN MOIS. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétence vaut décision de rejet. Le délai de recours contentieux contre une décision mentionnée au premier alinéa n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage des travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances